Une analyse d'écriture revisitée : ou, quand l'analyse d'écriture fait intervention, que dire de ses effets ?

Pierre Delcambre

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/2823>

DOI : 10.4000/edc.2823

ISSN : 2101-0366

Éditeur

Université Lille-3

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 1990

Pagination : 131-150

ISSN : 1270-6841

Référence électronique

Pierre Delcambre, « Une analyse d'écriture revisitée : ou, quand l'analyse d'écriture fait intervention, que dire de ses effets ? », *Études de communication* [En ligne], 11 | 1990, mis en ligne le 16 juin 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/edc/2823> ; DOI : 10.4000/edc.2823

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

Une analyse d'écriture revisitée : ou, quand l'analyse d'écriture fait intervention, que dire de ses effets ?

Pierre Delcambre

- 1 L'objet de ce papier de travail est de réfléchir sur les effets que peut produire l'analyse des écritures professionnelles d'un établissement sur les pratiques des personnels concernés.

Nous avons fait, Olivier Chantraine et moi-même, une étude sur les écrits « contraints » produits dans un établissement du secteur sanitaire et social - dans ce cas précis les « bilans et demandes de renouvellement de prise en charge » d'un Centre d'hébergement -, étude portant sur toute la production réalisée depuis l'ouverture de cet établissement, sur une durée de deux ans, dont les résultats furent publiés en janvier 1987 ¹. Cette étude provenait d'une commande faite par le directeur du Centre. Nous avons voulu faire un travail d'analyse de discours : analyse de la mise en place de l'écriture, analyse des signatures, analyse de la production et de la circulation de ces textes, analyse de l'homogénéité et de l'hétérogénéité de ces écritures.

Alors que nous étions partis avec la seule envie de réaliser une étude de type universitaire, heureusement permise par les relations privilégiées entretenues entre l'équipe éducative de l'établissement et nous-mêmes ², notre travail a débouché sur un « rendu » de nos conclusions, fait en direction de l'équipe et du Conseil d'administration ; notre travail a donc « fait intervention ».

Cette modification du projet provenait, pour ce que nous sommes capables d'en dire, d'une volonté d'avertir cette structure (raisons de sympathie, raisons politiques aussi on le verra) de dysfonctionnements graves qui grevaient à terme le crédit de l'établissement, et plus largement son projet « politique ».

Deux éléments, en effet, nous paraissaient aberrants : que ces écrits destinés explicitement à l'administration se fassent dans une méconnaissance évidente de la réalité des acteurs et du travail administratifs (qui lisait, quelles lectures devaient-ils faire dans le cadre de leur travail ?) ; que, conséquemment, on se mette à parler, sans en avoir conscience, à l'administration de choses qui ne la regardaient peut-être pas, comme si

l'on parlait à quelqu'un qui aurait à entendre l'effort militant de rupture avec les formes de prise en charge existantes concernant la population accueillie.

- 2 Mais adresser un discours, ici une mise en garde, est une chose. Autre chose est de penser, pour nous aussi, l'« efficacité » sociale de cette intervention. Nous avons donc voulu retourner apprécier les effets de notre travail.
Pour tenter cette analyse, j'ai procédé par interview du directeur de ce Centre, ainsi que de l'un des éducateurs de l'équipe d'alors, en poste aujourd'hui dans un autre établissement, dans le secteur de la Prévention Spécialisée.
- 3 Note de lecture : après un rappel du contexte de la commande qui nous avait été faite, l'analyse procédera en organisant certains passages des interviews. Pour la clarté de la lecture, étant donné que nous avons ici deux points de vue différents, j'ai placé en colonne de gauche les extraits de l'interview du directeur du Centre (ici nommé J), et en colonne de droite les extraits de l'interview de l'éducateur (ici nommé K) ³.
- 4 Les questions soulevées ici sont classiques pour qui réfléchit à la recherche-action.
Ainsi, on pouvait présumer que, ce travail n'ayant pas été prévu, conçu et organisé comme intervention, ses effets seront pour bonne part le développement des conditions qui ont présidé à son installation. Ainsi on ne s'étonnera pas de voir que l'intervention a pris sens dans les rapports existants entre l'établissement et le Conseil d'administration de l'association qui l'a créé, les rapports entre les salariés ; on remarquera aussi que la situation du « chercheur » et les caractéristiques de la commande ont joué un rôle.
Cependant, je voudrais aussi mettre en lumière ce qu'une intervention sur cet objet particulier qu'est l'écriture professionnelle porte en elle de spécifique.

1. Quelques éléments de la situation.

1.1. L'établissement et l'association.

- 5 Il s'agissait d'une structure innovante : un Centre d'hébergement de réinsertion sociale, accueillant, c'est l'innovation, d'anciens « pensionnaires » de l'hôpital psychiatrique. Administrativement un tel centre peut accueillir un maximum de vingt-six « résidents », pendant une durée maximale de deux ans, par périodes de six mois, dont le renouvellement est à demander à l'administration. Le travail consiste en la redécouverte de la vie collective hors de l'H.P., un accompagnement dans la reprise d'une autonomie de logement, d'une autonomie financière aussi ; un travail sur les relations (amoureuses, sexuelles, sociales).
- 6 Ce centre a été créé par une association loi de 1901, fondée en 1977 autour d'une problématique : la place du fou dans la cité. L'association voulait développer des recherches sur les conditions sociales de l'exclusion (tous les quartiers d'une ville ne marquent pas leurs déviants de la même manière ; il y a parfois même des déviances spécifiques selon les lieux) ; la mise en place d'un foyer de réinsertion sociale était un moyen pour elle de contribuer à ce que la cité ne réponde plus à la folie et la déviance par la seule politique de l'isolement.

1.2. Le contexte de la commande.

- 7 L'établissement avait près de deux ans au moment de la commande. Dans cette phase d'installation se jouaient un certain nombre d'enjeux entre l'association et le directeur du Centre, ancien Président de l'association. Enjeux classiques autour des questions : le projet est-il respecté, comment évaluer ce qui est fait, quelles sont les perspectives ?
- 8 Des conflits existaient quant aux perspectives, notamment concernant le « recrutement » des personnes à accueillir : fallait-il ne recruter que des personnes issues d'un seul secteur de psychiatrie, dont le médecin-chef, D, était membre fondateur de l'association ⁴.
- 9 Des doutes existaient quant à l'action menée, à travers ses tâtonnements. Des divergences travaillaient l'ensemble des salariés autour de questions fondatrices : la réinsertion sociale se fait-elle principalement dans un effort de rupture avec la psychiatrie, faut-il refuser la médicalisation, ou suivre les prises de médicaments ; quelle est la place de l'atelier (fer et bois) : s'agit-il de faire une réinsertion par le travail ? Quel travail mener sur le temps libre, le loisir, l'autonomie par l'habitat pour ne pas risquer la rechute, l'exclusion par le voisinage, le retour à l'H.P.
- 10 Questions taraudantes pour une équipe qui innove. Porteuse d'un projet minimal, elle voulait susciter le regard d'un autre sur elle-même. Aussi avait-elle déjà mis en place une « commission de contrôle », faisant appel à des élus et des experts, commission qui a fonctionné quelques mois comme lieu de parole, d'explicitation et de retour.

1.3. Les écrits professionnels du Centre d'hébergement.

Le journal de bord :

J. : au début, on écrivait tout dans le cahier d'équipe. Ce n'était pas intitulé, pas fabriqué comme journal institutionnel⁵.

Dans cette inauguration, il fallait des traces. Le cahier d'équipe était là pour dire tout ça.

Le journal de bord, c'était la référence à la pratique de tous les jours, alors que les bilans, c'était plus construit.

K : écriture du quotidien, où il y avait plus de vérité de la pratique

- 11 Ce cahier, écrit pendant le temps de travail, était aussi le point de départ de deux travaux : l'équipe réalisant dans le cadre de l'association un article sur leur expérience, publié dans V.S.T. ⁶, le directeur travaillant avec R. Lourau et R. Hess sur la pratique du journal institutionnel (Paris VIII).

Les « bilans et demande de renouvellement de prise en charge ».

- 12 Ces textes qui devaient être écrits tous les six mois, envoyés à la Direction de l'action sanitaire et sociale, étaient l'occasion d'une pratique faite de plaisir et de difficultés. Plaisir pour certains plus que d'autres, à l'aise dans une écriture quelque peu théâtralisée ; difficultés pour tous à écrire en temps et en heure.

1.4. Rappel de la situation : la place des chercheurs.

- 13 J'avais déjà travaillé avec la plupart des membres de cette équipe. Le directeur était un ami, ancien collègue de l'I.U.T., où il était formateur. L'équipe fondatrice était issue d'un

club de prévention auquel j'avais participé comme administrateur. Je poursuivais ainsi un « travail sur le terrain » qui me paraissait nécessaire pour faire aujourd'hui des analyses pertinentes des productions et des pratiques du travail social. En effet, une analyse immanente des textes professionnels me semble peu productive. Pour analyser l'écriture, il me semble nécessaire de connaître les acteurs et leurs stratégies. Et j'ai adopté une perspective proche de l'ethnographie, prenant certes le risque de produire dans l'analyse des biais, provenant des rapports de connivence et de sympathie établis lors de ce moment de prise de connaissance. J'avais donc à ce moment-là une position de « compagnon de route », proche de l'équipe (j'avais participé au travail de la « Commission de contrôle » déjà citée), mais à distance de l'association à laquelle je n'adhérais pas. Olivier Chantraine, à qui j'ai demandé de participer au travail d'analyse, n'était pas engagé, lui, dans de tels rapports ⁷. Faute d'avoir pensé l'intervention en tant que telle, c'est donc les effets de cette position qui joueront, sans que nous n'ayons ni ayons cherché prise sur cela.

1.5. La commande d'écriture.

- 14 La commande prenait place dans le cadre d'un rapport que l'association et/ou l'établissement devait faire pour la Commission des affaires sociales de la C.E.E.

ils avaient contribué à financer la construction du nouveau bâtiment dans lequel nous allions déménager parce que nous étions une expérience de réinsertion d'anciens psychiatisés, en contreréférence à l'Italie. Ils attendaient de savoir ce qui s'était fait dans un domaine non psychiatrique mais en lien étroit et de dépendance avec la psychiatrie. Cette commande m'avait été faite quand j'étais président de l'association, j'y répondais comme directeur de l'établissement...

la commande C.E.E. ?, c'était flou, il n'y avait pas de commande formelle ; étant une structure expérimentale dont l'installation avait été subventionnée, il fallait rendre compte ... une traduction possible c'était faire un rapport, et passer une commande à un chercheur.

- 15 C'est donc dans le cadre d'un rapport global à faire que s'est inscrite la commande qui m'a été faite, avec un contrat formel. Le directeur se posait la question suivante : « notre structure va-t-elle dans le sens d'une ' désinstitutionnalisation ' de la maladie mentale ? N'est-on pas en train, sans s'en rendre compte, de réenfermer les individus sortis de l'H.P., mais autrement ? ». Analyser les écrits lui semblait une voie pour repérer si, *par les discours tenus*, on ne réenfermerait pas les « résidents », notamment par une nouvelle technicité.
- 16 Peut-être pour éviter d'être pris dans une question trop difficile pour une petite étude (une centaine d'heures prévues), j'ai évité de prendre comme objet d'étude les discours les plus « libres » (humeurs, narrations, sentis) présents dans le journal de bord, et j'ai choisi de travailler sur l'écriture la plus « contrainte » : les bilans. Étonnement de J.

pour K : Ça ne faisait pas enjeu que tu choisisses ça ; on s'est dit pourquoi pas, ça peut être intéressant... ⁸.

- 17 Une réunion formalisa la demande du directeur, et en présence de l'équipe j'expliquais ce que je ferais : une étude de textes que je travaillerais chez moi ; pas une action recherche ;

il y aurait une production, ça s'arrêterait là. En fait, je ne savais pas ce que j'allais y trouver.

on n'a pas vécu cette intervention comme dangereuse : vous nous regardez et ça pouvait être intéressant... cette réunion formelle, formalisante, ça m'a paru suffisamment garant du peu de danger. Ça tranchait un peu avec le fonctionnement d'ordre familial du « foyer » de l'époque ; le côté voilà où je vais, où je mets des limites, ça passait.

2. Comment cela a-t-il été perçu, quels furent les effets ?

- 18 Dans notre compte rendu de fin de travail à l'équipe, nous avons insisté sur deux points forts :

- une interrogation politique rappelée au début de ce papier de travail,
- une analyse de l'écriture et de sa diversité. En effet, si l'on pouvait bien parler d'une écriture, tant, à comparer l'ensemble de ces écrits avec ceux d'autres établissements, il y avait des différences à sens unique (investissement dans l'écriture, longueur inhabituelle, fréquentes adresses au destinataire, théâtralisation, dramatisation ou mise en scène du propos, clins d'oeil et recherche de connivence culturelles 1), il était tout aussi montrable qu'il y avait des écritures, correspondant à des pratiques éducatives différentes, une manière différente de travailler, de vivre la relation éducative, d'en rendre compte. Analyse de diversités donc.

Les deux aspects seront abordés successivement.

2.1. Écouter, apprendre que les écrits posent problème dans leur réception, que l'entreprise de réalisation de telles écritures pour l'administration peut être contesté « politiquement ».

avec tous ces bilans, moi, j'attendais une réponse de la D.A.S.S., or il n'y en avait pas, et ce silence était embêtant. A partir du moment où tu as dit que nos écrits avaient des conséquences négatives sur notre image de marque, alors comme responsable de l'établissement j'ai dit on va changer notre écriture.

- 19 Notre intervention, notamment appuyée sur une interview de la responsable du service (Direction de l'Action en Milieu Ouvert, D.A.M.O.), a appris à l'équipe la « réalité » administrative d'un foyer de réinsertion sociale. Surprise de découvrir les réalités techniques de l'administration. Inquiétude aussi notamment en découvrant qui était en réalité la responsable du service, et en apprenant la philosophie qu'elle se donnait de son rôle. Une des suites : le directeur prit rendez-vous avec la responsable de la D.A.M.O. pour qu'elle lui expose la politique du service, la conception qu'elle avait de son travail et du travail éducatif des établissements qu'elle avait sous sa responsabilité.
- 20 Cette situation est peut-être plus courante qu'on ne le croit ; ainsi dans le monde enseignant, on sait l'étendue de la non culture administrative de personnels enseignants d'autant plus assurés dans cette posture qu'ils définissent leur rôle comme « pédagogique » et que, pendant longtemps, ils ne voyaient les liens entre « la pédagogie » et la politique d'action éducative que par le biais de grandes réformes

éditées par un ministère vécu comme une énorme machine autonome. Mais, en outre, trois éléments peuvent expliquer cette situation certes particulière :

- La décentralisation a créé en 1985, date de fondation de l'établissement, des perturbations dans les services, avec la différenciation de services Départementaux et d'État. Les responsables des services ont flotté quelque temps d'une définition de poste à l'autre.
- La référence politico-administrative de l'équipe était le secteur de la Prévention spécialisée, secteur plus « politique ». Ainsi, c'est dans ce secteur chaud qu'ont eu lieu des grandes opérations « développement social des quartiers », les actions « été chaud » liées à la délinquance... Les équipes des clubs doivent rencontrer régulièrement les inspecteurs départementaux de la D.A.S.S., notamment pour proposer leur budget annuel, qui ne se calcule pas en fonction de prises en charge, mais qui est plus lié à la participation aux « opérations » impulsées par l'état. Ici, « on attendait qu'ils se manifestent ». Et en attendant on imaginait qu'ils étaient des interlocuteurs politiques informés, voire en phase avec la problématique innovante de l'association et de l'établissement.
- Enfin l'équipe vivait son innovation comme « en rupture de l'organisation de la prise en charge psychiatrique de la folie ». Elle connaissait mieux, tactiquement, les lois et règlements concernant la maladie mentale, l'H.P. et le secteur psychiatrique, que la réglementation administrative du type de structure qui était le leur, et qui ne faisait à leurs yeux qu'héberger leur innovation, non les contraindre ?.

- 21 Mais mettre en lumière cette méconnaissance produisait des dangers, tant internes que dans les rapports avec l'association.

Dans les rapports internes :

ça venait confirmer l'espèce de sentiment de l'inadaptation générale de la structure, du bricolage de la mise en place. On se cherchait, on tâtonnait. L'inadaptation des écrits de commande venait confirmer ça... Il n'y avait pas de relation directe entre le commanditaire et nous. Même leurs têtes on ne les connaissait pas. On a cru J sur parole quand il nous a dit qu'il était nécessaire de faire ces choses-là. Jamais ils sont venus nous dire ce qu'ils attendaient.

J'ai appris que la prise en charge ne durait que deux ans ; comme on n'y était pas encore avec les premiers résidents, ça n'avait pas de réalité encore pour nous.

- 22 Dans les rapports avec l'association :

Un autre effet plus indirect, c'est le rapport à l'association qui disait : « à quoi il joue, c'est à nous de faire le travail de recherche ».

Ça a aussi cassé un certain consensus de dépendance qui n'était pas accepté de ma part, de notre part comme établissement, mais qui était là présent.

- 23 Le fait d'aller voir la D.A.S.S. amène aussi le directeur à formuler son projet de développement, en progressive séparation d'avec le projet global associatif. Certes, le rendez-vous a été pris dans les formes, le directeur étant accompagné par le président de l'Association...

le projet associatif devenait trop confus ou trop précis par rapport à la psychiatrie. La perspective de l'association vis-à-vis de la psychiatrie était peut-être claire, mais ce n'était pas la nôtre ou nous étions prisonniers. On a rencontré l'administration qui a été d'accord avec une perspective d'insertion sociale et non professionnelle. On a rendu compte au Conseil d'administration. Ça a été un accélérateur du conflit : l'association se foutait de Mme B (la

responsable du service D.A.M.O., D.A.S.S. État), c'est donc qu'ils ne voulaient pas penser notre situation concrète, du Foyer et de l'Atelier.

D (le médecin psychiatre, personne clef de l'association) utilisait la structure de manière éhontée, sans limite et avec une bonne part de mépris pour J (le directeur). S'il y a eu un effet, ça a été une plus grande fragilisation de J et du Foyer vis-à-vis de l'association. Ils ont été renforcés dans l'idée qu'on était des joyeux, mais inadaptés, utopistes, des éducateurs, quoi !

- 24 Fragilisation certes, perte probable de crédit qu'entretiennent l'explicitation, le caractère public de notre intervention ; et cela dans une période où le Centre, localisé dans des appartements, est en train de se voir construire un nouveau bâtiment (avec une aide de crédits C.E.E. donc), puis déménagement. A cette fragilisation, répondrait une période d'institutionnalisation plus marquée, avec une place plus marquée du directeur comme tel (et non comme chef de l'équipe éducative) ?

- 25 Avec l'installation dans les locaux s'ouvre une nouvelle période,

c'était aussi le moment où J renforçait son statut de directeur. Ça s'est joué au moment du changement de lieu aussi, faire son bureau isolé, des jours où il n'était pas là. Un souci d'institutionnalisation dans les faits, les locaux et les rapports humains avec les résidents. Fin de la période familiale de la première installation. Une infantilisation aussi des résidents, comme je l'ai vécue.

- 26 L'hypothèse que ces phénomènes auraient été provoqués par notre « intervention » d'analyse des écrits, est aussi simpliste que l'hypothèse que cette « demande d'intervention » serait un élément d'une stratégie de sécession du directeur vis-à-vis de l'association ¹⁰.

- 27 Mais l'intervention sur l'écriture a bien mis celle-ci en place d'enjeu : il faut noter que la modification des rapports de travail se joue aussi dans l'organisation du travail d'écriture. Au moins dans la représentation qu'en a le directeur lui-même :

Ton travail a eu pour effet institutionnel externe d'arrêter quelque chose, avec changement du jour au lendemain du style des « rapports ».

Je me souviens, j'ai dit à l'équipe, après, que si politiquement on perdait le soutien de la D.A.S.S., on finirait par fermer. Il n'était pas possible de perdre le soutien de la D.A.S.S. à cause de nos écrits ! Il faut écrire autrement ; on peut le faire puisque c'est gratuit, faisons alors plus fonctionnel ¹¹.

Les premiers rapports étaient plus réalistes, les rapports actuels sont stratégiques, faits en réunion d'équipe le lundi matin : qu'est-ce qu'on pense de

qu'est-ce qu'on a écrit

qu'est-ce qu'on demande

qu'est-ce qui va appuyer le rapport

qu'est-ce qu'on va dire.

Tout cela construit à partir de la réunion de synthèse.

je n'ai pas de souvenir que ça ait entraîné des modifications dans les écrits.

- 28 Apparente contradiction ; mais c'est peut-être simplement que la rupture dans l'écriture s'est passée après un certain laps de temps : dans la crise de crédit, on ne commence pas par l'écriture ¹² ; ici c'était la houle des conflits avec l'association, au milieu d'un déménagement. K, qui ne se souvient pas d'une modification dans l'organisation de

l'écriture, entrainé en conflit avec J et informait le C.A. de l'association de son désaccord avec le directeur. Mais l'écriture est devenue affaire de direction, les enjeux provoquent organisation spécifique et contrôle. Alors même que le temps passé à l'écriture dans le planning de travail va se restreindre.

- 29 Mais pour comprendre ce raidissement, peut-on seulement renvoyer à une problématique du crédit ? Je ne le crois pas, un aperçu des enjeux concernant l'identité de l'équipe du Centre le fera comprendre.

2.2. Écouter, voir confirmer que s'il y a bien une écriture d'institution, elle est faite de diversités repérables. Diversités renvoyant à des pratiques diverses, non seulement d'« écriture » mais de suivi, d'écoute, de perçu, et de manière d'en parler.

- 30 Sur ce point, chacun ne savait que faire de l'analyse :

Je me disais comment utiliser ça, avec tous nos conflits... comment faire une auto-évaluation ? C'était une période de différenciation, de clivage, opposition, et le rapport remettait en lumière ces positions différentes. Je me disais : c'est de l'huile sur le feu.

Je savais aussi que ce n'était pas possible, à l'époque, de refaire une unité.

Tu disais qu'il y avait deux manières d'écrire, schématiquement : celle de H et moi ; et les autres, plus différenciées entre elles. Et à regarder aujourd'hui, K, A, E, C, ils sont tous partis !

Ces différences, vous les avez décrites plus comme une cacophonie qu'une polyphonie, en faisant une mise à plat sans faire de proposition. Vous n'avez pas proposé un certain type de rédaction qui aurait permis d'organiser.

Ça venait confirmer la place centrale de J. Les différentes écritures étaient de toutes façons référencées à la sienne. En ressemblance, pas tellement en différence, en référence c'est sûr.

Mais c'était ambigu, parce que faire la part de ce qui était l'analyse des écrits, par O et toi, et la part de ce qui était de votre représentation de cette production d'écrit en fonction des éléments que vous connaissiez par vos contacts avec tel ou tel d'entre nous sur le climat de l'équipe à ce moment-là, c'était pas évident. Mais même le fait que vous mettiez en valeur cet aspect pluriel de l'écriture, tout en étant placé dans une position d'objectivation, je crois que ça faisait une confirmation : on n'est pas sur les mêmes bases, c'était lisible par des gens extérieurs, même qui se situaient du côté de J.

- 31 On le voit, la problématique de l'identité était très présente alors notamment dans le discours de cet éducateur présent au démarrage du travail. Je l'ai mieux compris quand K a mis en lumière un aspect du travail d'écriture des bilans qui avait échappé à notre analyse :

On écrivait beaucoup dans cette période, mais dans le journal de bord, c'était une autre dimension que celle du bilan.

Rendre compte de l'ensemble de la problématique de la personne telle qu'on la percevait et de l'ensemble du travail fait avec elle, de la nécessité ou pas de la prolongation de la prise en charge, c'était un enjeu autre que l'écriture au quotidien ; il y avait là un enjeu de la reconnaissance dans l'équipe

- C'est-à-dire ?

Je ne sais plus si ces rapports étaient lus en équipe ... à cette époque, on allait voir dans les dossiers des autres ce qu'ils avaient écrit...

Je me souviens que c'était un moment qu'on attendait, ça, le moment où celui d'entre nous qui avait un rapport à produire sur quelqu'un, le produisait effectivement, et qu'on allait regarder comment il allait rendre compte de ça.

La dimension du regard que les autres ont sur nous était fort présent, et moins présent dans les écrits du quotidien.

On rendait compte de sa pratique professionnelle dans un souci de globalisation, donc on se mettait à découvert par rapport aux autres et dans le climat de l'époque qui était avec des tensions, c'était important

- Des enjeux de se décrire comme différent ?

*Non, plutôt comme formaliser des perceptions ou des représentations personnelles qui **n'étaient pas constituées autour d'un savoir**, des choses qu'on sentait dans les relations avec les résidents ou des choses qui ne nous plaisaient pas, l'attitude de H qui ne nous plaisait pas humainement.*

H en réunion d'équipe trouvait facilement un support théorique et nous on ne trouvait pas de support théorique, c'était du senti, du perçu, et je crois que ce lieu-là comme lieu de globalisation et de théorisation un petit peu de notre pratique, du coup, ça faisait enjeu.

- Un lieu un peu en séparation, à distance, comme de l'espace pour respirer et se dire ?

Et en même temps on savait qu'il y aurait un regard dessus. Je pense aussi à la difficulté des gens de l'atelier ; ils se vivaient comme les manuels par rapport aux intellectuels du foyer, ça faisait enjeu de la même façon.

- 32 La place de H a été pour K, pour d'autres aussi dit-il, difficile à vivre : ils vivaient quelqu'un qui revendiquait un statut de psychologue, renforçait chez le directeur l'usage de l'Analyse,

ça a été une grosse question tout le temps que la référence à la « psy » et l'utilisation qu'on pouvait en faire. Au départ, tout le monde refusait la référence à la psy, voulait être en rupture avec l'écoute psy, les pratiques psy, mais avec l'arrivée de H ça a changé.

- 33 Histoires de personnes, histoires de statuts, histoires de référence.

Je pense que ce « psy » amalgame de psychiatrie et de psychanalyse, amalgame des autorités s'exerçant sur tout un pan du secteur sanitaire et social, a joué ici. Une interview n'est certes pas le lieu de la précision lexicale mais cette indifférenciation est fréquente¹³ dans une profession pas vraiment armée par sa formation à saisir les enjeux des différentes pratiques de ces métiers « psy », les confondant parce que pratiquement ces métiers sont en position de « supervision » dans leurs établissements, position d'autorité de légitimité.

Dès lors, l'identité ici se concrétise selon des clivages déjà en place, renvoyant aux clivages les plus « grossiers » : « manuel/ intellectuel ». Difficulté, effectivement, d'exister sous le regard de l'autre, dans cette position dominée, d'une domination ressentie où l'on se raccroche au quotidien, au ressenti, on tente de se valoriser par une référence au « terrain »¹⁴. Mais K le signifie bien, tout son effort à lui est de résister à cette domination, de trouver des mots, des manières de parler, en cela il se sent un devoir de résistance, comme quasi délégué.

La note de comportement, le « bilan avec demande de renouvellement » est donc le moment où se tente un langage « face » au langage d'autres professionnels de l'équipe ¹⁵.

- 34 Dans un tel contexte, que faire de l'analyse des différences ? Le Directeur en a conclu que l'époque n'est plus à l'unité ; chacun me semble avoir travaillé à la définition de sa place et de son statut (K alors signifiera son conflit en avril 1987 avec J en « démissionnant » de son statut d'éducateur chef, pour réclamer le statut de simple éducateur, par une lettre au C.A. ... qui ne pouvait comprendre qu'on « démissionne » d'un statut, et qu'on ne démissionne pas en même temps de son poste... et renvoyait le directeur à ses problèmes...), pour les salariés, à défaut de pouvoir redéfinir leur place de manière satisfaisante, ce sera pour plusieurs un désengagement progressif, la recherche d'un autre poste, ailleurs.

Ici l'analyse que nous avons fait des écritures « confirme », « renforce » des perceptions. Analyser a donc consisté ici à caractériser, construire comme pertinentes et significatives des différences, à les livrer à l'interprétation (« confirmation »). Travail de durcissement des identités ?

Un tel travail était aussi contenu dans la demande : « on se donne à voir, verbalisez-nous, que nous sachions mieux qui nous sommes en train d'être ». Je pense que l'effet est moins de durcissement qu'un double mouvement :

- Renvoyer une image d'écrivain déplace quelque peu la perception que le professionnel a de lui (ainsi, ici, en manifestant qu'il « oubliait » qu'il travaillait comme d'autres foyers, dans un cadre administratif court d'une durée de deux ans).
- Exposant publiquement ces images dans le cadre d'un rapport, nous arrêtons et fixons quelques images. Mais énoncées dans les formes d'un Rapport, J et K nous disent de ces images qu'elles ne sont pas forcément utilisables. On peut penser qu'elles ont travaillé les positionnements les mois qui suivent : on ne met pas en branle la problématique de l'identité sans que cela ne travaille celui qui s'y plonge.

3. Restent des nécessités d'écrire, des occasions d'écrire, des envies d'écrire.

3.1. Écrire vers l'extérieur, une ouverture vers des réseaux.

- 35 Durant ce temps de rapport, trois écritures ont été fabriquées, excédant la pratique d'écriture contrainte de la profession. Écritures qui sont « sorties » du Centre d'hébergement.
- 36 Un article sur l'écriture du journal institutionnel pour Paris VIII. Un article dans V.S.T. sur les pratiques du Centre, fait de morceaux d'écritures du journal et d'écritures réalisées pour la circonstance par des salariés du Centre, mais aussi des salariés de l'H.P., membres de l'association. Une synthèse de notre rapport (voir en annexe), puis des articles.

Avec notre article V.S.T. et la synthèse de ton rapport, on a été invité à participer à un colloque des C.E.M.E.A. ; on est toujours en relation avec eux. Actuellement on est en relation avec un centre d'hébergement de la région parisienne, lui complètement indépendant de la psy et se situant franco comme centre d'hébergement. On travaille aussi avec le Québec.

- 37 Des réseaux donc, qui au moment d'une crise de crédit sont plutôt bien venus. Se mettre sous le regard d'autrui permet donc aussi à l'équipe d'aller se confronter avec des expériences proches.

3.2. Écrire comme un accompagnement de l'innovation, la constitution d'une identité d'institution.

- 38 Pour le Directeur, la « réal politik » qui a consisté à faire faire des écritures plus fonctionnelles véhicule son lot de regret :

nos premiers écrits étaient plus réalistes, plus dans le réel des choses.

- 39 De même dit-il :

on continue toujours le journal de bord, mais ça devient très fonctionnel

- 40 Je pense qu'ici comme dans l'analyse des écritures de la S.P.R.N. 12, on trouve la dimension de la durée, du désir d'innovation, de la nécessité de faire durer. Une routinisation se met en place. Reste chez celui qui a vécu et vit encore les enjeux des fondations, l'envie « d'écrire un livre ». Je lis ainsi le reproche déjà signalé de « vous n'avez pas proposé un certain type de rédaction qui aurait permis d'organiser ».

une question c'est ne pourrait-on pas produire un écrit sur notre travail sur six ans, mais quoi utiliser, quoi mettre de côté ? On tourne en rond.

Y H poussent : on devrait intervenir à droite, à gauche, mais qu'est-ce qu'on a à dire ?

Notre contexte général, c'est « résistance à la 'psy' » ; mais si on nous retire ça, il ne nous reste pas grand chose : comment parler de l'habitat, du loisir, de la gestion du temps, du travail ? On a des refus. Ce qu'on sait surtout dire, c'est comment on refuse de travailler, mais ce qu'on fait on ne sait pas le dire positivement.

Certes la maladie mentale existe, mais on a fait toujours comme s'il fallait se défendre par rapport à ça. Comment dire le positif, et pas en référence à ça ; or, là, on n'a pas grand chose à dire.

Depuis peu de temps, on achète des bouquins un peu différents...

Je ne veux pas de références analytiques, je voudrais trouver des références sociologiques, sur l'isolement, sur la solitude, en termes psychologiques peut-être, pas en termes analytiques...

- 41 Retour donc de « quoi dire, avec quels mots, en référence à quoi, quel langage pour ce travail »¹⁶. Difficulté pour cette « profession » d'arriver à exister avec un langage propre pour son activité.

3.3. Écrire au travail : une évaluation démocratique ?

- 42 S'il n'y avait pas l'écriture, l'éducateur et la structure risquent de ne pas savoir ce qu'ils font, là où ils en sont.

Ici, au club de prévention, je suis un ardent défenseur de l'écriture, même plus car je suis en position hiérarchique et je l'impose aux autres. Tous les deux mois, je demande aux équipes de quartier d'avoir écrit sur sa pratique de deux mois. Écrit qui va au CA., qui décide de son utilisation vis-à-vis du comité de pilotage. C'est pas encore parfaitement au point, mais c'est le projet.

Au Foyer il n'y avait pas d'écrit équivalent au « rapport d'activité » des clubs de prévention ; ce qui a peut-être joué ce rôle-là, ça a été le rapport C.E.E. : il a fallu rendre compte et là il y a eu pas mal de bagarres dans l'équipe. Sur les écrits, leur contenu, leur forme. Ça a été fort long à produire.

Comment conclure ce papier de travail ?

- 43 **Intervenir sur l'écriture, c'est peut-être plus intervenir sur des travailleurs, que directement sur le travail lui-même.** D'où la forte problématique d'identité lorsque les travailleurs sont vus dans leur langue.
- 44 Mais c'est aussi intervenir sur un certain travail, qui n'est pas le travail éducatif proprement dit. N'en parler que comme travail d'écriture fonctionnelle à destination des tutelles, production commandée d'un écrit où se joue dans la circulation le crédit de l'établissement, ce serait oublier que, dans le même temps, cette production est un moment où l'éducateur assume un discours, risque quelque chose qui, pour lui, vaut la peine d'être dit. Il risque cette parole face aux autres membres de l'équipe autant que face aux hiérarchies (autorité de légitimité notamment). Il a donc à penser que, **dans le dispositif, ce n'est pas tant la destination que la circulation qui importe.** Intervenir sur la conception du destinataire était nécessairement intervenir sur la circulation de ces écrits, donc sur la conception d'ensemble du dispositif.

ANNEXES

Pierre Delcambre Lille, le 23.10.86
 Olivier Chantraine
 Département Carrières Sociales
 Formation d'éducateurs spécialisés
 I.U.T. B de LILLE 3

Madame, Monsieur,

En novembre 1985, le Centre X nous demandait d'effectuer pour lui un travail qui devait prendre sa place dans le rapport adressé à la C.E.E. Nous serions heureux que vous en preniez connaissance. Au cas où le temps vous manquerait pour faire cette lecture, nous vous prions de trouver ici même une rapide synthèse de notre recherche.

L'étude « Éducateurs spécialisés et rapports administratifs » décrit le discours des écrits administratifs adressés par les personnels du Centre X à la D.A.S.S. : bilan et demandes de renouvellement de prise en charge. Il s'agissait de contribuer par l'étude d'un corpus particulier et nettement délimité au travail de la question :

« Est-ce que ce qui est fait au Centre X renforce l'institutionnalisation de la maladie mentale ? N'y a-t-il pas là une nouvelle technicité qui se mettrait en place et de nouveaux discours qui réenfermeraient les individus sortis de l'H.P. ? ».

L'analyse de cet objet a permis de mettre en évidence un certain nombre de faits pertinents dans le cadre de cette interrogation :

1) Dans ces textes, l'écriture, la production d'écrits (descriptions prenant pour objet les résidents, narrations de la relation, fragments d'autobiographie de l'éducateur au travail)

ne peut être réduite ici à l'accomplissement d'une tâche réglementaire, voire à une banale exigence de la gestion du quotidien : il s'agit bien au contraire d'un moment vécu comme essentiel de la pratique de l'éducateur dans l'institution X.

2) Dans ce travail d'écriture, l'éducateur est amené à objectiver le « résidant », la relation, l'institution et à s'objectiver soi-même comme acteur de la relation. Cette objectivation ne peut être vécue comme simple : elle contredit l'authenticité et la spontanéité de la pratique quotidienne ; elle renvoie à une interrogation toujours ouverte sur ce qu'est un acte signifiant réinsertion sociale, sur ce qu'est un acte problématique ; elle se nourrit, tout en essayant de s'en démarquer, des discours et savoirs autorisés sur la folie.

3) Aussi cette écriture est-elle révélatrice du rapport de chaque membre de l'équipe aux pratiques du Centre X, et à son propre passé professionnel : en tant que telle, elle mérite d'être travaillée en équipe.

Surtout, elle essaie de se situer quelque part dans le paradigme où l'on trouve aussi : le discours médical du diagnostic et du pronostic, le discours psychanalytique, le document administratif, le récit et la description romanesque, le discours du bon sens quotidien...

Elle puise dans les mots et les phrases de ces divers genres pour tenter de créer un nouveau modèle de discours, dont le rapport contient une première description.

4) Ces textes, prolixes et pouvant se lire plus comme des témoignages que comme des rapports, créent une relation paradoxale à l'administration, qui n'en demande pas tant... En particulier, le rôle qui lui est assigné, en tant que destinataire de ces « lettres », est souvent ambigu. C'est plus celui d'un destinataire fictif, prétexte à l'écriture, que celui d'une tutelle au rôle nettement délimité par les dispositifs réglementaires.

Aussi ces écrits sont-ils d'un intérêt considérable : on peut y lire un travail fondamental sur la pratique des éducateurs du Centre X, leur manière de dire et d'appréhender cette pratique. On y sent aussi une certaine quête de reconnaissance pour une démarche innovatrice, voire une demande d'évaluation.

On pourrait donc suggérer de considérer l'administration avec plus de réalisme (ni lui en demander, ni lui en donner tant, d'autant que cela paraît dangereux déontologiquement) et de différencier donc ce qui s'adresse à celle-ci du travail spécifique d'écriture du spécialiste de la relation.

De ne pas laisser un modèle d'écriture s'installer « naturellement » dans un contexte insuffisamment maîtrisé, mais plutôt mettre en jeu sur des supports et dans des circuits institués à cette fin l'auto-évaluation de la pratique. Chercher plutôt la reconnaissance de la cité que celle de l'administration. Bref, tirer toutes les conséquences de l'idée que l'écriture est un travail spécifique de l'éducateur.

Ce résumé d'un travail produit de novembre 85 à janvier 86 ne saurait préjuger d'évolutions (d'effets ?) survenues depuis.

Vous espérant bonne réception de ce document, nous vous prions, Madame, Monsieur, d'agréer l'expression de nos meilleures salutations.

Pierre Delcambre
Olivier Chantraine

NOTES

1. *Éducateurs spécialisés et rapports administratifs*, rapport présenté à la C.E.E., janvier 1986. Certains résultats sont présentés dans « Écritures d'éducateurs pour des autorités de tutelle », *Actes de la journée « écriture et travail social »*, 8.04.1987, I.U.T. B de Lille 3. On y trouvera notamment, sous forme de tableau, une tentative de description des éléments d'écriture couramment observés dans les notes de comportement et, contrastivement, les spécificités de cette « écriture d'institution ».
2. Voir en 1.4.
3. Les noms des personnes concernées sont codées ainsi : le médecin psychiatre du secteur, en poste à l'H.P., fondateur et membre essentiel de l'association : D ; le directeur : J ; l'équipe d'éducateurs présente au démarrage de la structure : K, vite avec un statut d'éducateur chef (interviewé pour ce travail), A, E ; l'équipe se renforça avec C et H. Est également cité Y, éducateur en poste actuellement.
4. La question pouvait se formuler selon les points de vue divergents en place comme : (a) « est-il normal d'être pris dans une obligation d'exclusivité, nous amenant à dépendre d'un seul médecin pour les entrées ? » et (b) « peut-on accueillir dans un Centre d'hébergement des gens de n'importe quel Hôpital psychiatrique, qu'un travail de préparation ait été fait ou non ? Qui peut contrôler cet aspect du recrutement ? ».
5. Le journal institutionnel est une des techniques de l'analyse institutionnelle dont R. Hess est le promoteur principal, à Paris VIII ; cette pratique intéresse formateurs et travailleurs sociaux, ainsi la revue du service de l'éducation permanente de Paris VIII. *Pratiques de formation* a consacré son n° 9, février 1985, à « Journal et Formation ». Ou encore *Écritures de Praticiens-Chercheurs* (144, rue des Anguignis, 45100 Orléans) consacre son n° 3 au « Journal institutionnel ».
6. V.S.T. (Vie Sociale et Traitement) est la revue de Centre d'Entraînement aux Méthodes Actives - C.E.M.E.A. -, dans le champ de la psychiatrie. Son audience est forte auprès des infirmiers psychiatriques.
7. Ces questions de la place du chercheur sont classiques en sociologie, ethnologie, fort peu inscrites dans la culture et la formation d'analyste d'écrits que j'avais. Il faut noter que cette question ancienne trouve un regain d'actualité dans le champ de l'étude sociale (voir les pratiques d'A. Savoye et B. Kalaora explicitées in *Les inventeurs oubliés. Le Play et ses continuateurs aux origines des sciences sociales*, Champ Vallon, 1989, pp. 71-81 ; mais aussi les positions de chercheurs établies par B. Durieux et M. Chauvière au Groupement des Mouvements Familiaux (G.R.M.F.)). Il semble bien que le problème ait été posé par les effets de certaines études sociologiques sur les témoins interviewés ou prêteurs d'archives. Ces travailleurs ont été choqués par le discours sociologique objectivant qui leur était renvoyé. Les témoins se sont tus et les archives ont été bouclées ! Parallèlement (conséqueemment ?), les travailleurs sociaux ont voulu se réapproprier leur propre histoire (voire maîtriser l'image publique que l'on donnait ainsi de leur profession). Le développement de formations supérieures (D.S.T.S.) a amené nombre d'entre eux à devenir chercheurs et à poser autrement que de l'extérieur la question du recueil des sources. A cette date enfin, la disparition progressive des époques héroïques fait poser comme une urgence la question du recueil des témoignages (d'autant que la notion d'**acteur** a retrouvé une certaine légitimité...). Pour ce mouvement, voir le Réseau Histoire et Travail social animé par le C.E.D.I.A.S./Musée Social, rue las Cases, Paris.
8. L'écriture, on le verra, notamment celle des « bilans » était un moment d'enjeu interne, c'est ce que dit D lui-même (voir 2.2.), mais l'observation par des chercheurs ne faisait pas enjeu : effet de notre position initiale ?

9. De fait, les foyers et centres d'hébergement correspondent plus à une autre population : celle de « marginaux », « clochards », « vagabonds » avec laquelle se tente un travail de réinsertion sociale.

10. En effet, cela correspondrait à une survalorisation des conduites conscientes et des intentions. Mais il est notable de remarquer que tout ce jeu « aboutit » aujourd'hui à une situation assez extraordinaire pour le secteur : Le Directeur, avec son équipe (l'établissement donc...) s'est séparé de son association. L'équipe s'est cherché un autre dispositif associatif pour élaborer un nouveau projet, déménageant dans de nouveaux locaux. Un dispositif où les élus sont encore importants, et où le rapport aux secteurs psychiatriques est quelque peu modifié. Et tout cela n'aurait pu se faire dans un soutien de la D.A.S.S. et une relative neutralité de l'association.

11. Il me semble qu'il faut lire ici non seulement la position directoriale, et se souvenir que cette écriture spécifique de l'établissement avait été installée par J lui-même, comme différente.

12. Voir mon analyse de la mise en place des dispositifs d'écriture en période de crise d'établissement, dans ce même numéro du Bulletin du CERTEIC n° 11, « Écritures professionnelles et pouvoirs. Analyse d'un dispositif d'écriture ».

13. Voir les résultats d'un atelier mené dans le cadre de notre journée d'études sur « Écriture et travail social », in *Actes*, I.U.T. B de Lille 3, 8.04.1987, pp. 143-149, travail dont j'ai aussi rendu compte dans un article paru dans *Modèles linguistiques*, janvier 1989.

14. Ce jeu d'oppositions, marquant des différences de positions sociales, profite bien sûr des analyses de P. Bourdieu (in « l'économie des échanges linguistiques », *Langue Française*, n° 34, mai 1977, en part. pp. 31-32) sur l'« accent » populaire, renvoyant à une hexis corporelle, un habitus, l'importance de la « gueule ».

15. Salariés qui cherchent à échapper à cette non-profession en se « référant » à une autre, par l'acquisition d'un langage, payé par le coûteux exercice d'une psychanalyse ?

16. C'était la question d'un colloque organisé en avril 1989 au Ministère de la recherche par le P.I.R.T.T.E.M., « Travail et pratiques langagières ».

RÉSUMÉS

Pierre Delcambre revient, trois ans après, sur le terrain d'une recherche en Information-Communication, et, par l'interview des acteurs dont celle-ci avait pris l'écriture pour objet, illustre la problématique de l'utilité sociale de ce type de recherche.

INDEX

Keywords : professional writing, discourse analysis, psychiatry, clinical discourse

Mots-clés : écriture professionnelle, analyse de discours, psychiatrie, discours clinique

AUTEUR

PIERRE DELCAMBRE

Pierre Delcambre. CERTEIC/GERICO. Université Charles de Gaulle-Lille III